ANS Association de solidarité Nicaragua - El Salvador Genève

Bulletin n°10 - Novembre 2026 - Sommaire

	Page
Editorial	1
El Salvador, soutenir la résistance	2
Projet ANS au Nicaragua : Nouvelle phase de 3 ans démarrée	3
Cuba – solidarité mutuelle	5
Guatemala, à 30 ans des accords de paix	6
Le peuple bolivien en lutte contre le néolibéralisme et l'ingérence impérialiste	7
Palestine: Filmer C'est Exister	8

Editorial

Ce dimanche 25 octobre 2026, le peuple brésilien, les jeunes, Lula et le Parti des travailleurs (PT) **ont marqué l'histoire**. Une « remontada » inattendue a permis à Lula de garder la présidence du Brésil.

En dehors du Brésil, le monde de gauche pensait que l'extrême droite pro-Trump allait s'installer au Brésil et qu'après la Colombie, l'Equateur, la Bolivie, l'Argentine, le Chili le fascisme rampant continuerait d'avancer en Amérique latine. Mais le soir même de la défaite du premier tour, Lula a réuni les dirigeants du PT et sans chercher d'excuses (les ingérences grossières de Trump ou de Meta au service de Bolsonaro), il a ciblé avec courage les erreurs d'une campagne électorale peu combattive et la nécessité de changer de stratégie. Pour la « deuxième mi-temps » il appelle à se mobiliser à fond dans la rue, à convaincre le peuple hésitant par un porte à porte enthousiaste et à gagner la bataille du numérique, vaincre l'ennemi sur les réseaux sociaux, et les jeunes rejoindraient la bataille gagnante.

Le Brésil de Lula nous donne une grande leçon, redonne espoir aux peuples d'Amérique latine, **si on se mobilise vraiment nous pouvons vaincre la droite et l'extrême droite**. Un espoir qui traverse déjà l'Atlantique pour renforcer la lutte des mouvements des jeunes qui reprennent la stratégie gagnante de « l'armée numérique de Lula ».

Certainement que la victoire au Brésil donnera de nouvelles énergies à la résistance populaire à Cuba et au Salvador, à la détermination indigène en Bolivie et au Guatemala, que nous relatons dans ce bulletin.

Nous relatons aussi notre projet à Matagalpa, qui est relancé pour une nouvelle étape de 3 ans auprès des paysans de la Dalia. Car nous restons fidèles au Nicaragua depuis 40 ans après l'année terrible de 1986 où la Contra assassinait nos frères nicas et internationalistes.

En 1986 au côté du peuple sandiniste, la solidarité suisse subit l'assassinat de Maurice Demierre et 4 paysannes à Somotillo, l'attaque de la contra faisant 16 morts à Yale, village construit par les brigades ouvrières et le 28 juillet l'assassinat à Zompopera des internationalistes Yvan Levraz, Joel Fieux et Berndt Koberstein ainsi que des compas nicas Mario Azevedo et William Blandon.

40 après, ce 28 juillet 2026, une magnifique mobilisation a réuni un millier de personnes : écoliers, étudiants, habitants des quartiers populaires et les « anciens » qui ont vécu les années de la Révolution sandiniste côte à côte avec les internationalistes. Le cortège en musique traverse Matagalpa jusqu'au cimetière pour honorer les « caidos » nicas et internationalistes. Nous y étions, c'était émouvant. Nous ne les oublierons pas.



Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction
Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Pierre Luisier, Tony Mainolfi, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier

El Salvador, soutenir la résistance

Le 18 octobre, des gangs haïtiens ont enlevé quatre soldats salvadoriens en service dans une mission militaire onusienne. Le dirigeant salvadorien Nayib Bukele a alors menacé les gangs de « faire le ménage » en Haïti comme il l'avait déjà fait au Salvador si les quatre hommes n'étaient pas libérés sains et saufs. Un bluff de propagande, qui n'a rien à voir avec le carnage en Haïti perpétré par les gangs et l'armée d'occupation.

En Amérique latine, des forces d'extrême droite sont arrivées au pouvoir grâce à la manipulation, au chantage ou à la fraude, et ne jurent toutes que par le modèle Bukele « made in USA ».

En Equateur, premier État émulant le bukélisme sécuritaire, le nombre de meurtres continue toutefois d'augmenter « malgré » une intervention militaire nationale et étatsunienne persistante. Sur le plan politique également, le « bukélisme panaméricain » semble perdre de son attrait après avoir remporté des victoires électorales, comme aux États-Unis, au Honduras, en Argentine, au Chili ou au Pérou, où des sondages font état d'une baisse de popularité de ces régimes. La cause : une misère sociale galopante, renforcée par une répression massive. Au Honduras, par exemple, une nouvelle loi pour la « défense de l'agro-industrie » qualifie de terrorisme la résistance des populations autochtones et paysannes contre l'accaparement des terres.

Mais alors, pourquoi au Salvador les sondages continuent-ils de montrer un large soutien au gouvernement allant de 80 à 90 % ? Le taux d'homicides a baissé. Aujourd'hui, il est possible de sortir le soir ou passer d'un quartier à un autre sans risquer d'être tué. Évidemment, beaucoup remercient Bukele pour cela. Et puis, il y a la peur. Selon les sondages les plus fiables, entre 50 %, à 60 % des personnes interrogées admettent n'exprimer leurs opinions politiques qu'au sein de leur cercle le plus proche, par peur de « disparaître » et rejoindre les plus de 100'000 détenus, incarcérés de manière arbitraire et vivant dans des conditions épouvantables. Le simple fait d'exprimer cette peur demande du courage.

Une fin prochaine de la dictature n'est pas en vue. Parmi les différentes organisations d'opposition sociale, il ne reste plus que la plus grande, le Bloque de Resistencia. Les autres ont été démantelées ou dissoutes. De temps à autre, de petites franges syndicales s'opposent symboliquement aux licenciements massifs, notamment dans le secteur de la santé (environ 7'000) et à sa privatisation sous la houlette de Google (le groupe « gère » toutes les données du secteur de la santé). Mais d'une manière générale, le « régime d'exception » fait peser une menace aussi forte dans le secteur formel que chez les vendeurs de rue ou les agriculteurs. Aujourd'hui, le Bloque est la seule force capable de créer des mobilisations massives et de construire les bases d'une résistance populaire à travers le territoire.

À contre-courant de la direction du FMLN, le Bloque est aujourd'hui la seule force significative à refuser toute participation aux élections générales, avancées de plus de deux ans par Bukele (elles auront lieu au mois de février 2027). Bukele contrôle à 100% l'ensemble de l'appareil électoral : y participer reviendrait à entériner la fraude. .

Pourquoi Bukele avance-t-il les élections ? Probablement parce qu'à partir de l'année prochaine, l'attaque sociale se fera plus dure encore. Une grave crise financière menace la population : des caisses de retraite privées (AFP) ont « prêté » beaucoup d'argent de leurs cotisant.e.s au gouvernement pour que celui-ci, qui ne perçoit presque plus de cotisations de retraite, puisse remplir ses obligations de versement envers ses propres retraité.e.s. Le FMI de Trump a cependant trouvé un placebo : au lieu de régler ses dettes auprès des AFP à partir de l'année prochaine, le gouvernement sera censé « payer » la majeure partie de celles-ci au cours des 46 prochaines années avec de nouveaux titres de créance et, tout au plus, en payant un petit solde en espèces ! Mais la crise financière n'est pas la seule menace, l'agriculture aussi est en crise, ainsi que d'autres secteurs productifs. D'où le besoin d'avancer ces élections « avant la tempête ».

Le Bloque pense qu'après les élections, la répression deviendra encore plus extrême. Sa présence dans les luttes territoriales contre l'accaparement des terres, la paupérisation, pour les droits humains et les libertés, etc., n'en est que plus importante. Nous voulons le soutenir. Son combat nous concerne d'autant plus qu'un Bukele est une figure typique de la nouvelle Internationale fasciste. Ainsi, le camp Trump fait de plus en plus ouvertement fi des décisions de justice ou des dispositions constitutionnelles, conformément à la doctrine selon laquelle l'ensemble de l'appareil d'État doit être placé sous une seule et même direction. Bukele, quant à lui, vient d'annoncer qu'il allait libérer 5'000 auxiliaires des maras « susceptibles d'être rééduqués ». Le président remplace le tribunal.

Seul le peuple sauve le peuple.

Dieter Drüssel, ZAS

Projet ANS au Nicaragua : Nouvelle phase de 3 ans démarrée

Nous vous l'annoncions déjà dans notre bulletin précédent, la 1ere phase du projet intitulé : D*éveloppement et résilience face au changement climatique de 8 communautés paysannes* s'est terminée fin mars 2026. Cette première étape de 3 ans (2023-2026) a pu renforcer les capacités d'organisation, les connaissances et la qualité de vie de près de 1600 personnes (340 familles) dans la Municipalité d'El Tuma - La Dalia dans le département de Matagalpa.

Notre partenaire local ODESAR, actif depuis plus de 30 ans dans des projets de type intégraux, avait ciblé plusieurs axes de développement dans cette 1ere phase.

En premier lieu, une enquête de base avait été réalisée pour connaitre les conditions initiales des communautés au niveau environnemental, d'accès à la terre, à la santé et à l'éducation. La mise en place de structures d'auto-organisation fait partie intégrante des projets d'ODESAR afin que les bénéficiaires participent activement à la réussite du projet. Des promoteurs communautaires ont été formés aux thèmes liés au changement climatique afin d'adapter les pratiques agricoles et de protéger l'environnement (reforestation, banque de semences, diversification des cultures, construction d'infrastructures de captage et de rétention d'eau, assainissement des eaux). Le renforcement du réseau de santé local, par la formation de promoteur-trices de la santé, a permis la promotion des bonnes pratiques sanitaires et d'hygiène. Enfin, des appuis financiers pour couvrir les frais courants de jeunes étudiants-tes étaient prévus ainsi que des équipements sportifs et culturels.

Une enquête de fin de projet a été menée afin de récolter les avis et retours des bénéficiaires, et ainsi mesurer l'efficacité et la pertinence des actions réalisées avec les résultats suivants :

- Gestion communautaire : 29% des personnes interrogées indiquent faire partie d'une structure communautaire (*Junta Directiva,* réseaux de santé, jeune étudiant, ou encore de Comités d'eau potable), et 65% indiquent avoir participé à au moins 3 ateliers thématiques du projet.
- Diversification alimentaire et adaptation au changement climatique : 87% des familles ont diversifié leur alimentation grâce à leurs parcelles privées, et des arbres fruitiers ou forestiers ont été plantés sur env. 12.2 ha (17.4 mz).
- Gestion et amélioration de la disponibilité de l'eau: 67% des familles ont amélioré leur accès à une eau plus saine pour la consommation.
- Renforcement de la santé communautaire : 84% des interrogés ont intégrés les groupes de nettoyages communautaires, 98% disent tenir leur foyer propre et rangé, et 75% des femmes font désormais le dépistage du cancer du col de l'utérus régulièrement.
- Préparation professionnelle et développement économique des communautés : 40 jeunes boursiers ont poursuivi leurs études et 25% des petites initiatives économiques établies génèrent des revenus après 2 ans de mise en place. Les activités développées sont par exemples des boulangeries, la création de poulaillers, des élevages de cochons, des kiosques, ou encore les soins par la médecine naturelle. A noter que 85% des ces initiatives sont tenues par des femmes et 15% par des hommes.



Élevage de cochons comme initiative économique

Une journée festive et participative de clôture du projet a été organisée le 31 mars 2026 avec l'objectif de faire le point sur les avancées réalisées durant cette 1ère phase du projet.

Plus de 200 personnes ont pris part à cet événement convivial et communautaire, venant ainsi renforcer l'esprit de partage et de réussite collective. Des prises de parole, tant par les encadrants d'ODESAR que par les participant-tes, sont venu ponctuer cette journée afin de mesurer les avancées des communautés durant ces 3 années. Des jeunes boursiers sont venu témoigner de la prise de conscience de la population locale sur la protection de l'environnement, de l'importance de la préservation des sols et de la gestion des déchets par exemple.

Ces jeunes ont aussi pu expliquer le processus de participation dans lequel ils et elles ont été intégrés, créant ainsi des liens forts de camaraderie et d'appartenance à leur communauté. Les bénéficiaires des initiatives économiques ont aussi témoigné des appuis reçus, mettant plus en avant les marques de confiance de leur communauté que des apports financiers. Enfin, des jeux des danses traditionnelles et des chants ont aussi rythmés cette journée de fête.

Première extension du projet : 2026-2029

Le rapport de l'évaluation externe, réalisée durant la dernière année du projet, préconisait la poursuite du processus de changement en cours, en y renforçant encore les infrastructures sociales notamment, pour une meilleure autonomie économique et le développement des familles.

Une demande d'extension a donc été faite par l'ANS à la FGC avec comme objectifs principaux le renforcement organisationnel, la continuation des pratiques agricoles saines et respectueuses de l'environnement destinés à 400 familles d'El Tuma – La Dalia. 10 communautés sont maintenant concernées, dont 172 nouvelles familles qui vont intégrer le projet dans les 3 nouvelles communautés suivantes : *La Empresa, Santa Julia et Santa Martha.*

Ces communautés voisines présentent les mêmes caractéristiques sociales et environnementales que celles ayant bénéficiés de la 1ère étape de projet.

Les objectifs de cette nouvelle phase sont les suivants :

- Maintenir l'assistance technique et l'accompagnement des familles afin de consolider la mise en œuvre des différentes pratiques agroécologiques (micro-tunnels, permaculture, systèmes de collecte d'eau).
- Renforcer la stratégie des banques communautaires de semences. La première expérience a démontré un impact positif sur la sécurité alimentaire et l'économie familiale.
- Conservation des sols et de l'eau : pour enrayer la dégradation des sols et restaurer la fertilité.
- Gestion des connaissances : élargir les ateliers et les espaces d'apprentissage (production agroécologique, habitudes alimentaires, santé des familles et des femmes, etc…).
- Renforcement des connaissances sur la santé sexuelle et reproductive, l'approche genre et la prévention de la violence.
- Investissements sociaux : améliorer les logements, les latrines, les cuisinières, les systèmes d'approvisionnement en eau, ou encore les bourses d'études et impulser les entreprises économiques de petites envergures.
- Entreprises productives : mise en place de fonds renouvelables (redistribution à d'autres familles des gains et produits provenant d'une utilisation précédente des investissements initiaux).

Cette demande d'extension, intitulée : *Des familles saines et résilientes grâce à des pratiques agroécologiques dans 10 communautés de la municipalité d'El Tuma La Dalia (FGC 202-23)* a été acceptée par la FGC et le projet a déjà démarré, couvrant la période du 1er juin 2026 au 31 mai 2029.

Le budget total pour les 3 ans du projet est de 300'258 CHF. Avec les nouvelles règles de financement demandés par la FGC, se sont désormais 10% de fonds propres que nous devons apporter pour ce projet, soit 30'000 CHF d'apport.



Enfants des communautés lors de la reforestation

Afin de continuer à soutenir la population rurale de Matagalpa, nous comptons plus que jamais sur votre solidarité et votre appui financier pour cette nouvelle étape !

Cuba – solidarité mutuelle

Fin octobre 1998, l'ouragan Mitch dévaste l'Amérique centrale. Des dizaines de milliers de personnes meurent et des millions perdent leurs logements et toutes sources de revenus. La région de Matagalpa, cœur du travail solidaire de l'ANS est durement affectée. Le gouvernement néolibéral se contente d'ouvrir l'aéroport à ceux qui voudraient apporter leur aide et utilise les fonds de la coopération pour restaurer une rue luxueuse menant à l'hacienda privée du président Arnoldo Alemán.

Depuis Cuba partent des brigades de santé vers l'Amérique central, et Fidel annonce l'engagement audacieux de former 20'000 médecins dans l'île afin qu'ils retournent, une fois formés, dans les régions pauvres de leurs pays en Amérique latine. C'est ainsi qu'une académie navale fut convertie en un temps record en École Latinoaméricaine de Médecine (ELAM), où arriveront les premièr.e.s 327 jeunes étudiant.e.s en provenance du Nicaragua.

A ce jour, ce sont plus de 30'000 jeunes de plus de cent pays qui en sont sortis diplômé.e.s (aussi en provenance de Palestine, Sahara Occidental, et de communautés marginalisées des États-Unis).

Face au blocus étatsunien toujours plus féroce qui affecte particulièrement la production d'énergie électrique, le transport et la disponibilité en eau potable, nous avons décidé, depuis la Suisse et l'Europe, d'appuyer solidairement ceux qui ont toujours apporté leur solidarité aux peuples du monde. Plusieurs centrales solaires, ayant une capacité totale d'environ 200 kWp, assurent aujourd'hui environ la moitié de l'énergie dont l'ELAM a besoin, avec ses 850 étudiant.e.s. Cela a été possible grâce aux contributions solidaires venues de Suisse, d'Allemagne, d'Autriche et d'autres pays, et d'associations, comme l'ANS, dont le logo apparaît sur une fresque symbolique peinte sur un mur de l'ELAM.

Avec l'appui de la Ville de Genève, une centrale solaire pourra être installée à l'hôpital provincial de Matanzas, qui comptera aussi une batterie de stockage permettant d'assurer l'alimentation électrique, sans coupure, de l'unité des soins intensifs et des salles d'opérations. Une installation similaire est en cours de réalisation à l'hôpital pédiatrique Juan Manuel Márquez à la Havane, grâce à une contribution de 50'000 CHF de la Ville de Lausanne, sur un coût total de 144'000 CHF.

L'Associazione per l'Aiuto Medico al Centro America (AMCA), notre organisation sœur du Tessin, et d'autres associations européennes de solidarité, financent l'installation solaire d'un cabinet de consultation pour enfants atteints d'autisme et leurs familles, pour qu'il soit énergétiquement autonome à partir de ce mois d'octobre, et que la banque de sang de la province de la Havane le soit au premier semestre de 2027.

L'ensemble de ces projets, ainsi que d'autres non énumérés ici, font partie du programme "énergie pour la vie". A ses débuts, l'objectif d'installer 1000 kWp d'énergie solaire paraissait très ambitieux, mais ce programme, alimenté notamment par des associations de solidarité tel que la nôtre, se fixe aujourd'hui l'objectif d'atteindre 2000 kWp en 2027.



Fresque sur le mur de l'ELAM réalisé pour le projet solaire

Une brigade syndicale, promue et soutenue par UNIA, travaillera solidairement à l'hôpital pédiatrique "El Cerro" dans le quartier ouvrier de la Havane. En janvier 2027, 180 kWp d'énergie solaire, ainsi qu'une batterie de stockage, y seront installés pour assurer l'alimentation constante des services vitaux de cet hôpital qui reçoit 45'000 petit.e.s patient.e.s par année. L'hôpital recevra aussi 3 tricycles électriques/solaires pour palier en partie aux problèmes de transports.

On peut affirmer sans dramatisme que, face à la recrudescente et toujours plus brutale agression des Etats-Unis, Cuba traverse la situation la plus difficile depuis le triomphe de la révolution. Parce que la solidarité envers le peuple cubain, qui exerce la solidarité comme manière de transformer le monde, n'est pas seulement un impératif moral et humaniste, mais aussi un acte concret contre l'empire, nous continuerons à travailler pour amener de "l'énergie pour la vie" à Cuba.

Beat Schmid
AMCA/mediCuba-Suisse
Coordinación campagne « Energie pour la vie »

Guatemala, à 30 ans des accords de paix

Les accords de paix entre la guérilla de l'Union Nationale Révolutionnaire Guatémaltèque (URNG) et l'Etat Guatémaltèque, signés le 29 décembre 1996 mirent fin à 36 ans de guerre civile. Ce long conflit interne provoqua plus de 200'000 morts et disparus, et 1 millions de déplacés internes et réfugié.e.s, selon les chiffres officiels de la Commission pour l'Eclaircissement Historique (CEH).

Ce conflit trouve son origine dans le coup d'Etat organisé en 1954, par l'oligarchie terrienne, les secteurs conservateurs et la CIA contre le gouvernement démocratique et progressiste de Jacobo Arbenz, et il mit fin au « *printemps démocratique* » qui débuta en 1944 avec l'élection de Juan José Arevalo. Les dix années qui précédèrent le coup d'Etat furent marquées par d'importantes réformes démocratiques et sociales en faveur des masses paysannes et ouvrières qui participèrent activement à ce processus connu sous le nom de « révolution d'octobre », et faisant référence au renversement du dictateur Jorge Ubico par un mouvement civique et militaire le 20 octobre 1944.

Les Etats-Unis décidèrent de mettre un terme à cette « *dérive vers le communisme* » pour protéger les intérêts de la United Fruit Company (UFC), aujourd'hui Chiquita, et stopper la réforme agraire qui affectait ses intérêts. L'UFC, dont le directeur de la CIA Allen Dulles était actionnaire, dominait la vie économique et politique du Guatemala et joua un rôle majeur dans le renversement du Président Arbenz. La contre-révolution dirigée par Castillo Armas inaugura une longue série de gouvernements militaires dictatoriaux qui fermèrent la porte à toute possibilité de transformations sociales par la voie démocratique. C'est dans ce contexte qu'apparurent les premiers mouvements de guérilla.

Actualité des accords de paix

Un long processus de négociation permit de mettre un terme au conflit armé et à la répression politique exercée par l'armée, qui se traduisait par des assassinats, des disparitions forcées et des massacres de masses. Les cibles de cette répression étaient les organisations sociales et démocratiques, paysannes et ouvrières, et les populations indigènes présentes dans les zones de forte implantation de la guérilla. La démobilisation de la guérilla ouvrit la voie à la réintégration des combattant.e.s dans la vie civile, et à la transformation de l'URNG en parti politique.

Un des défis consiste aujourd'hui à approfondir l'implémentation des accords de paix dans un contexte où les secteurs conservateurs véhiculent un discours négationniste, et tentent d'éluder leur responsabilité historique pour les crimes commis. Et alors que l'amnésie gagne la société, en l'absence d'une véritable politique de la mémoire historique menée par l'Etat et les institutions éducatives.

Depuis la fin du conflit, des pas ont cependant été franchi dans la démocratisation de la société et dans la reconnaissance du Guatemala comme une nation multiculturelle, multiethnique et multilingue. Les droits des peuples indigènes, majoritaires dans le pays, ont effectivement progressé grâce aux luttes menées. Mais les mécanismes et la volonté politique pour combattre la discrimination raciale et l'exclusion sont cependant insuffisants pour solder la dette historique du Guatemala envers ses peuples indigènes.

Les accords de paix constituent une feuille de route pour les luttes collectives actuelles, notamment dans le combat contre l'impunité pour les crimes commis durant la guerre. Une grande partie des victimes de la politique de « *terre brûlée* » menée par l'armée dans les zones indigènes luttent encore pour obtenir justice et réparation, alors qu'une majorité des responsables des massacres et disparitions forcées restent impunis.

Les causes structurelles qui ont été en grande partie à l'origine du conflit, telles que le manque d'accès à la terre, la pauvreté, la discrimination et l'inégalité sociale extrême, n'ont pas été éradiquées et continuent à provoquer une marginalisation économique significative et une forte migration.

Au cours de ces trois décennies, la situation économique et sociale a aussi favorisé l'apparition d'une nouvelle forme de violence, liée à la délinquance commune et au crime organisé (narcotrafic, traite d'êtres humains).

L'implantation d'entreprises transnationales et le développement de l'extractivisme dans les territoires indigènes provoquent de graves conséquences sanitaires et environnementales, alors que les communautés s'y opposant sont victimes de criminalisation et de répression étatique.

Les accords de paix avaient dessiné les contours d'un nouveau Guatemala démocratique, inclusif et de justice sociale, qui reste encore en grande partie à concrétiser.

Sur le Guatemala, 4 sites d'intérêt en espagnol :

www.prensacomunitaria.org

www.agenciaocote.com

www.epinvestiga.com

www.rudagt.org

RÉSISTANCE AU CŒUR DE L'ABYA YALA
Le peuple bolivien en lutte contre le néolibéralisme et l'ingérence impérialiste

« Face au Bouclier des Amériques, nous dressons le mur anti-impérialiste des peuples ! »

La Bolivie vit sous la dictature d'un gouvernement totalitaire qui ne respecte ni la démocratie ni la liberté d'expression. Depuis son arrivée au pouvoir en 2025, le gouvernement de Rodrigo Paz aggrave la crise politique, économique et sociale, appauvrit les familles, réduit au silence les radios communautaires, emprisonne les dirigeants et privatise les ressources naturelles à l'insu du peuple.

Le lithium, les terres rares et les minéraux garantissent l'avenir des générations futures. La richesse de la Bolivie appartient à son peuple et ne peut servir les intérêts étrangers ! Pourtant, le gouvernement accélère les politiques néolibérales, livre ces ressources aux puissances étrangères et signe des accords avec le FMI et la Banque Mondiale, en violation de la Constitution, renouant ainsi avec des politiques néolibérales et coloniales.

Les scandales liés à Fernando Cerimedo, conseiller du président Rodrigo Paz, illustrent l'expansion transnationale de la nouvelle droite. Accusé d'implications dans des activités criminelles, de corruption, de manipulation numérique et de réseaux de contrebande, il incarne les liens troubles entre pouvoir politique et intérêts mafieux. Son influence néfaste a aussi été confirmée dans plusieurs autres pays de la région (Argentine, Chili, Brésil, Honduras, Colombie, Mexique). La soumission du gouvernement bolivien aux États-Unis et au « Bouclier des Amériques » promu par Donald Trump confirme l'influence néfaste croissante de Washington dans la région. Par ailleurs, de nouvelles relations établies entre la Bolivie et Israël suscitent également de graves inquiétudes face aux répercussions politiques et stratégiques que de telles alliances fascistes peuvent avoir !

Face à cette situation, la résistance bolivienne s'enracine dans une longue histoire de luttes indigènes et populaires, de la rébellion de Túpac Katari et Bartolina Sisa (1781) à la Guerre de l'Eau (2000) et Guerre du Gaz (2003). Le Gouvernement d'Evo Morales a marqué un tournant historique avec les politiques du *Processus de Changement* : reconnaissance des droits des peuples autochtones, nationalisation de l'économie, rejet des politiques néolibérales et capitalistes, décolonisation et promotion du *Bien Vivre*. Aujourd'hui, ces acquis, obtenus au prix du sang du peuple, sont bafoués et la protestation sociale redevient essentielle.

Ce 12 octobre 2026, *Journée intercontinentale de la Décolonisation*, des organisations sociales de Bolivie et de huit autres pays se sont réunies à Shinahota, dans le Chapare, à Cochabamba, dans le cadre du RUNASUR. Elles ont constitué la *Coordination internationaliste des mouvements sociaux anti-impérialistes d'Abya Yala* (CIMA), réaffirmant la nécessité d'une résistance continentale contre le néolibéralisme, le capitalisme prédateur et l'ingérence étrangère. Inspirée par Túpac Katari, Bartolina Sisa, Simón Bolívar, Hugo Chávez, Fidel Castro et Che Guevara, la plateforme a élaboré la Déclaration de Shinahota*, un programme de lutte en vingt points, qui se conclut par ce slogan : *« Face au Bouclier des Amériques, nous dressons le mur anti-impérialiste des peuples ! ».* La Déclaration de Shinahota (et les victoires populaires comme celle de l'élection de Lula au Brésil) donne une lueur d'espoir dans cette nouvelle phase de la lutte continentale, ou l'unité du peuple sera le mot d'ordre.

La solidarité internationale doit se tenir aux côtés du peuple bolivien - et des peuples du Sud - pour défendre les droits fondamentaux, leurs territoires, leurs ressources et l'autodétermination. Aujourd'hui, le droit de manifester est menacé en Bolivie. L'OEA participe à une ingérence visant à criminaliser la contestation sociale et à protéger le pouvoir exécutif. Les radios communautaires, comme Radio Kawsachun Coca, sont réduites au silence et les dirigeants persécutés et emprisonnés. Nous invitons les organisations alliées à amplifier et porter haut la voix des peuples qui surgissent depuis le cœur de l'Abya Yala.

Maya Carlina C. (Red Wiphalas/Wiphalas Network)

*https://www.antiimperialistas.net/assets/docs/declaracion-de-shinahota-cima.pdf

Appel aux Dons

ANS soutient grâce à vos dons des initiatives solidaires au Nicaragua et au Salvador.

Pour un appui financier au nouveau projet ANS 2026-2029 **au Nicaragua** dans les communautés d'El Tuma La Dalia, vous pouvez faire vos dons avec la mention **Projet ANS 2026** sur l'IBAN de l'association ou en utilisant le QR code ci-contre.

Au Salvador nous continuons à soutenir matériellement la lutte populaire du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* contre le gouvernement répressif de Bukelé.

IBAN: CH65 0900 0000 1201 5578 6
ANS Association de solidarité Nicaragua – El Salvador Genève

Palestine Filmer c'est exister: CONTRE L'EFFACEMENT

Gaza : 3 ans de génocide et encore tous les jours des morts, sous les bombes, à cause de la misère terrifiante, et poussés à la mer par l'occupant. Cisjordanie et Jérusalem-est: plus de 80 ans de colonisation et de nettoyage ethnique. La violence des attaques de colons, soutenus par l'armée, n'a plus de limites : villages assiégés, maisons et écoles brûlées, camps de réfugiés détruits, des milliers de déplacés forcés et assassinés.

9'350 otages palestiniens, affamés, torturés, assassinés dans les prisons israéliennes. Partout en Palestine, Israël s'acharne à détruire le système d'éducation et de formation, socle de la société palestinienne.

Un peuple, une terre, menacé·e de jour en jour de disparition sous les coups de l'Etat sioniste et génocidaire, avec la complicité des Etats occidentaux, dont la Suisse. MAIS le peuple palestinien continue de résister. Les cinéastes aussi résistent, même si produire un film n'a jamais été aussi difficile.

Résister contre l'effacement…

c'est amplifier les voix des Palestinien·ne·s de 48, qui, comme dans le film de Ward Jaraisi, racontent leur résistance si peu connue à Nazareth en 1958.

c'est faire vivre les archives du cinéma palestinien. Depuis 20 ans, Mohanad Yaqubi cherche dans le monde entier des anciens films de la lutte palestinienne, les restaure et les diffuse. Comment gérer toutes ces collections, d'un point de vue politique et artistique ? Comment les faire vivre ?

c'est rappeler obstinément que la colonisation et l'occupation militaire sionistes ont commencé avant 1948, comme le fait *Gaza Ghetto* : portrait d'une famille palestinienne entre 1948 et 1984. C'est mettre en avant la force des Gazawyat, ces femmes qui luttent chaque jour aujourd'hui pour leur dignité. C'est aussi faire entendre la voix de ce père harcelé aujourd'hui par la bureaucratie israélienne, humilié par les racistes sionistes, incompris par sa famille, dans ***Conversation with the Sea* qui sera le film de notre soirée d'Ouverture.**

c'est refuser la destruction des salles de cinéma et en ouvrir de nouvelles. Les films de Rana Abushkhaidem, Khalil Almuzayen et d'Alex Bakri suscitent de nombreuses questions: pourquoi tant de cinémas ont été détruits, même un cinéma tout neuf, qu'est ce qui encourage une association à ouvrir aujourd'hui une salle de cinéma à Hébron ? La table ronde avec tous nos invité·e·s répondra à ces questions.

c'est continuer à former des jeunes cinéastes, comme le fait l'Université Dar Al-Kalima à Bethléhem et à diffuser leurs films. En lien avec cet objectif, PFC'E a proposé au MEG de soutenir la réalisation d'un court-métrage d'étudiant·e sur le thème de l'expo du MEG « Le futur, c'est quoi ? », question éminemment d'actualité pour les Palestinien·ne·s, où qu'iels vivent. La lauréate, Fairouz Hasan, présentera son film lors de l'Ouverture.

Bienvenue à Genève à Fairouz Hasan, Mohanad Yaqubi, Muayad Alayan, Ward Jaraisi, Alex Bakri et Izzat Karaki de Ahmad Film House à Hébron. Et par visioconférence, à Abdallah Al-Khatib et Bisan Owda à Gaza.

Le comité PFC'E 23.09.2026

Consultez le programme sous : https://palestine-fce.ch

